



Débats

Entretien réalisé par
Olivier le Bussy

Le contexte

L'Union européenne a dû parer au plus pressé ces dernières années pour gérer les crises de l'euro, des migrants, du conflit ukrainien, le Brexit et l'élection de Donald Trump. Fort de son bagage de philosophe, mais aussi d'*insider*, Luuk van Middelaar détaille comment les leaders de l'UE ont dû improviser dans des situations auxquelles la politique européenne de la règle n'apportait pas de réponse.

Une nouvelle Europe est en train de voir le jour, écrit l'auteur de "Quand l'Europe improvise". L'Union ne peut plus se contenter de réglementer, mais doit définir ses intérêts et se doter des moyens d'agir pour les défendre. Il faut aussi qu'elle lève certains tabous et crée la possibilité d'une opposition politique, sur ce qu'elle est et ce qu'elle fait, pour ne pas abandonner la parole critique à ceux qui veulent sa fin.



Le franc-tireur

PHILOSOPHE POLITIQUE ET HISTORIEN

Luuk van Middelaar

Bio Express

► **Le Néerlandais Luuk van Middelaar** (Eindhoven, 1973) est philosophe politique et historien. Installé à Bruxelles, il est professeur de droit européen à l'Université de Leyde et chroniqueur pour les quotidiens néerlandais *NRC Handelsblad* et belge *De Standaard*.

► **Membre du cabinet du premier président permanent du Conseil européen Herman Van Rompuy**, de 2010 à 2014, il a été "la plume" des discours de ce dernier, dont celui d'Oslo, en 2012, lors de la remise du prix Nobel de la paix à l'Union européenne. Il avait précédemment été conseiller du commissaire européen Frits Bolkestein (2002-2004) et secrétaire politique du groupe libéral VVD au Parlement néerlandais. Il est conseiller (pro deo) du premier vice-président de la Commission, le social-démocrate Frans Timmermans.

► **Luuk van Middelaar est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont "Le Passage à l'Europe"** (2012), qui détaille la naissance progressive d'une conscience commune dans les États membres de l'UE. Traduit en dix langues, l'ouvrage a reçu de nombreux prix.

► **Son nouveau livre, "Quand l'Europe improvise"**, expose comment les crises des dix dernières années obligent l'Union à repenser son processus de décision.

L'Europe a été bâtie à partir d'une "politique de la règle" visant à "dépolitiser" le processus de décision. À vous lire, les crises (de la zone euro, des réfugiés, ukrainienne, du lien transatlantique) que traverse l'Union depuis dix ans témoignent qu'elle doit désormais être capable de mener une "politique de l'événement", qui permet de prendre des décisions rapides. À partir de quel moment la politique de la règle a-t-elle montré ses limites ?

Le cas le plus flagrant qu'on a essayé de traiter est l'immense crise de la migration de 2015 avec la boîte à outils bruxelloise de la dépolitisation pour "partager le fardeau" avec des quotas de demandeurs d'asile, comme si c'était des quotas de pêche. Lors d'un moment de vérité pareil, il faut autre chose, une capacité d'action et de conviction afin de dompter l'événement.

Il y a en fait deux moments de fondation de l'Europe: les années 1950, avec les pères fondateurs, et 1989, avec la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide, dont résultent quasi directement la création de l'euro et le traité de Maastricht (qui donne naissance à l'Union européenne). C'était un nouveau départ, un changement de fond dont on a sous-estimé l'ampleur. On a créé l'euro comme si créer une monnaie commune était pareil que gérer un marché, comme si c'était un petit extra, alors

que l'intégration monétaire est sans doute le plus grand saut que nous ayons fait ensemble. Il en va de même pour la politique étrangère à propos de laquelle on a cru qu'elle servirait à exporter la démocratie et nos valeurs. C'était peut-être vrai dans les années 1990, où l'on pensait cheminer vers la "Fin de l'Histoire" et que les pays autour de nous allaient devenir des démocraties gentiment capitalistes. Là aussi, avec la Chine et la Russie, on se rend compte que c'est un vrai nouveau départ, qu'il existe des puissances rivales et que, collectivement, nous disposons d'une frontière, une limite sur la carte qui dit "ça, c'est nous, et ça, ce n'est plus nous".

C'est ce que dit le président français Macron, quand il évoque une "Europe souveraine" ?

Macron, au fond, adopte une position française assez classique. Pour la France, l'Europe est le levier pour exister en tant que France, mais aussi en tant qu'Européens, pour faire des choses ensemble. Sur ce sujet, il a absolument raison. Le changement, c'est que Merkel est la première chancelière allemande à partager cette vision. Le moment crucial est son discours de mai 2017 où elle dit: "Il faut que nous, Européens, prenions notre destin en main." Cela veut dire: nous devons être capables de défendre

nos intérêts et nos valeurs dans le monde de Trump et de Poutine. C'est très nouveau parce que les Allemands avaient toujours misé sur les États-Unis pour assurer leur sécurité. L'élection de Trump a profondément bouleversé l'Allemagne. À Berlin, Paris, mais aussi Bruxelles, on se rend compte qu'il faut organiser une capacité d'action commune.

La Commission, institution "neutre", gardienne des traités, incarne par excellence la politique de la règle. Or Jean-Claude Juncker n'a eu de cesse de dire que sa Commission est "politique". À tort ?

Je crains qu'il ne se soit trompé. Cette notion de "Commission politique" donne l'impression qu'elle veut jouer au gouvernement européen. Cela ne correspond ni aux rapports de pouvoir, ni aux réalités du terrain, ni aux qualités intrinsèques de la Commission. L'intérêt de la Commission, et a fortiori de son président, c'est de mettre l'autorité politique qui existe dans l'enceinte des chefs au service de ses projets. Ce sont les deux institutions ensemble qui forment l'exécutif européen. Ce n'est pas pour rien qu'il y a un Conseil européen (l'institution des chefs d'État et de gouvernement) depuis quarante ans, et qu'il a émergé. C'est une nécessité de l'Union, ensemble à la fois d'États

EXTRAITS

"En d'autres mots, les crises exigent une capacité politique différente de celle que permettent les structures bruxelloises traditionnelles. Elles requièrent non des normes, mais des décisions [...] Sous la pression des événements, une nouvelle Union prend forme."

"Selon Bruxelles la réponse à cette situation d'urgence allait de soi: il convenait de 'réceptionner' le flux [de migrants] et de le répartir équitablement [...] Pour les gouvernements, la question se révélait moins simple" [...] Les frontières et les migrations affectent la souveraineté et l'identité nationale."

"Au sein de l'Union, le Conseil européen est l'endroit par excellence où prendre des responsabilités en commun, où mobiliser une autorité politique personnelle que la politique de l'événement réclame."



“L’Europe se rend compte qu’elle a des rivaux et qu’elle doit se doter de moyens d’agir”

membres et d’institutions. Il y avait un trou à combler. En Europe, on est très doué pour régler, trouver des accords dans des domaines où on a le temps d’entendre toutes les parties, des États membres, des partenaires sociaux... et le temps de la négociation. C’est parfait pour le marché commun, mais pour des sujets controversés, comme la frontière ou la monnaie, il faut pouvoir prendre des décisions rapidement. Il faut une autre autorité politique vis-à-vis de nos opinions que la seule Commission et le seul Parlement européen. Ce n’est pas un reproche, mais un constat. Après, il faut trouver le bon équilibre.

Vous décrivez le projet européen comme une “Promesse” – “Plus jamais la guerre” – qui interdit qu’on aborde des sujets tabous: la frontière, l’inégalité entre États membres, et les intérêts nationaux...

On s’interdit de parler des notions les plus politiques. Comment narrer une vie politique qui est censée exister, si on n’a pas le droit de parler de conflit, d’inégalités, d’identité... ? La communication institutionnelle européenne en souffre – et je le sais pour l’avoir pratiquée en tant que plume du président du Conseil européen. Elle s’enferme souvent dans des propos procéduraux, juridiques, voire moralisateurs, sur le ton “On sait ce qui est bien”, “J’imagine que

vous êtes tous d’accord”. Et après, on s’étonne que ça ne prenne pas. Après plusieurs décennies, Bruxelles est toujours, pour beaucoup de citoyens européens, un labyrinthe nimbé de brouillard. On s’interdit d’ouvrir ce théâtre.

Ce théâtre doit être le lieu où peuvent s’exprimer les oppositions politiques au sein de l’Union, sous peine de laisser toute la place aux opposants à l’Union ?

Ce que je trouve intéressant dans l’opposition, ce n’est pas l’opposition en tant que telle, mais le fait qu’elle donne un espace à la contradiction légitime. C’est fondamental, parce qu’il y a malheureusement une tendance, à Bruxelles, à évacuer les critiques, en disant: “Vous n’avez pas bien compris” ou “Vous n’êtes pas de bons Européens”. En ce sens, je serais assez prêt à féliciter (le Premier ministre grec) Tsipras. En 2015, il a essayé avec son ministre Varoufakis d’ouvrir l’espace du possible. Ils ont dénoncé la logique “il n’y a pas d’alternative”, qui est le déni même de la démocratie. Ils n’ont pas réussi, mais lors de ce moment de théâtre, le public a pu constater que des vrais choix politiques – avec lesquels on peut être d’accord ou pas – ont été posés et que ce n’était pas uniquement une affaire d’application rigoureuse des règles. Il y avait un rapport de forces: nos contribuables contre les vôtres. Néanmoins, ce qui était inté-

ressant était que Tsipras et Varoufakis ont argumenté non en tant que Grecs, mais en tant qu’Européens.

Emmanuel Macron a tort de vouloir réduire l’enjeu des élections européennes à une lutte entre les proeuropéens “libéraux-progressistes” et les antieuropéens ?

Je trouve cette approche risquée. Je comprends que Macron la tente, parce qu’il pense que cela peut être une répétition de ce qu’il avait réussi en France, c’est-à-dire de réunir les forces du centre pour combattre celles des extrêmes, voire du “Mal”. Le risque est de créer l’impression qu’il n’y a pas de place pour une opposition légitime à l’Union européenne, parce que toute opposition est rejetée d’avance hors de l’échiquier politique du fait qu’elle ne serait pas digne d’être européenne. Cela pourrait aboutir à renforcer les forces que l’on veut combattre. Il y a beaucoup d’électeurs qui se trouvent entre les deux camps, qui souhaitent que l’Europe réussisse mais qui ne croient pas toujours aux promesses et aux anciennes méthodes “bruxelloises” et sont prêts à se jeter dans les bras de quiconque propose autre chose. Cette stratégie des “Gentils” contre les “Méchants” peut échouer, sinon en 2019, peut-être en 2024. Si Marine Le Pen avait gagné la présidentielle en 2017, la France n’aurait pas disparu pour autant. Mais si les “Gentils” perdent, alors c’est la fin de l’Union européenne.

“Avec le référendum [britannique], un autre thème fondateur bruxellois est tombé: la certitude que l’Europe évolue dans une seule direction [...]: toujours plus de pays, toujours plus de domaines d’action, une union sans cesse plus étroite.”

“Les partis populistes de droite et de gauche utilisent l’aversion qu’inspire la machinerie bruxelloise comme un bélier contre les systèmes fermés de l’establishment [...]. Tant qu’il ne sera pas possible d’organiser une opposition au sein de l’Union, celle-là se mobilisera contre celle-ci.”

SON LIVRE

LUUK VAN MIDDELAAR

QUAND L’EUROPE
IMPROVISE

Die ans de crisis politieke



Quand l’Europe improvise

Gallimard, traduit du néerlandais par Daniel Cunin, 414 pp., env. 24 €

Luuk van Middelaar participera à une conversation autour de son livre en compagnie du philosophe français Marcel Gauchet et de la journaliste Florence Autret le 15 novembre à Bozar, à 18h30, 23 rue Ravenstein à 1000 Bruxelles. Entrée: 7 €